

ALEJANDRO JARA

Senior Counsel, King & Spalding; ancien ambassadeur et représentant permanent du Chili, OMC

C'est un plaisir et un honneur d'être ici aujourd'hui. Il ne fait aucun doute qu'il y a de plus en plus d'interactions entre commerce et politique. Le commerce est une activité très politique, mais on observe de plus en plus de friction. Je dirais que sur le volet intérieur, à mesure que l'agenda commercial devient intrusif, touchant des domaines qui ne font traditionnellement pas partie de cet agenda, des domaines sensibles de la politique ou de l'opinion publique, on constate une inquiétude grandissante quant à la politique commerciale et les relations commerciales d'un pays donné, par exemple les problèmes de prestation de services et l'immigration, les questions de sécurité alimentaire, de moralité publique, les multinationales qui attaquent les gouvernements dans les juridictions internationales, ce qui provoque aussi l'inquiétude dans de nombreuses juridictions, etc. C'est un phénomène en plein développement, qui n'en est qu'à son commencement, tout particulièrement, pour citer mon ancien patron, à mesure que nous passons de systèmes économiques destinés à protéger le producteur à des systèmes conçus pour protéger le consommateur, l'ensemble des questions réglementaires et des préférences collectives devient plus crucial et donc plus politique.

Ce sujet comporte plusieurs aspects du point de vue international. Un des aspects que nous avons déjà observé ces dernières années, en particulier depuis la crise, est une augmentation générale du protectionnisme. Les pays trouvent cela plus efficace de mettre en place des mesures de restriction des échanges, des mesures discriminantes à l'encontre d'un fournisseur étranger de biens ou de services. Dans certains pays, les mesures anti-dumping sont appliquées de façon automatique, ce qui signifie que les gouvernements n'ont aucun contrôle sur l'application de ces mesures, et ne prennent donc pas en considération l'impact sur les relations extérieures ou la santé de l'économie dans son ensemble. C'est un des aspects, et je ne peux que souligner le degré d'inquiétude à mesure que le nombre de mesures protectionnistes augmentent. Elles constituaient environ 3% des échanges mondiaux il y a quelques années, mais maintenant elles doivent représenter 5% et cela continue d'augmenter.

Une autre dimension internationale est ce que j'appelle l'abus de pouvoir, par manque d'un meilleur terme. Par exemple, quand des pays utilisent le système de gestion de litige de l'OMC, ils ne respectent pas toujours les règles, ou seulement en partie, et il existe d'anciens litiges qui ne sont toujours pas résolus, certains impliquent les États-Unis, en ce qui concerne l'anti-dumping, d'autres concernent la propriété intellectuelle, comme l'Havana Club ou plus récemment, des paiements compensatoires sans élimination de la mesure en cause, avec les États-Unis dans le cas d'Upland Cotton et aussi avec les cigarettes à la girofle d'Indonésie. Je ne vais pas vous ennuyer avec les détails, mais le fait est que le système est utilisé, mais d'une façon ou d'une autre, au final, la mesure en cause n'est pas supprimée et le problème n'est pas résolu, même si dans le même temps une forme de compensation est versée à l'autre partie. Ce n'est pas une bonne tendance.

Patrick, vous avez mentionné la Chine et je suis d'avis que l'accession de la Chine est un bon exemple de ce que j'appellerais un certain abus de pouvoir. Je pense que la Chine n'a pas été bien traitée lors de son accession en se voyant imposer plus d'obligations et de conditions que celles demandées aux autres membres de l'OMC. Ce genre de discriminations n'est pas bien vécu en Chine, ou dans n'importe quel autre pays d'ailleurs, et n'aide pas à établir la confiance et le soutien, ni à encourager une attitude plus coopérative. Troisièmement, je tiens à dire aussi qu'on constate une incapacité grandissante à résoudre, par manque d'un terme plus approprié, les déséquilibres du système d'échange. Nous avons là un système qui doit évoluer vers des problèmes du 21^e siècle, mais est toujours freiné par des problèmes traditionnels qui sont un handicap pour la qualité des règles et de la libéralisation. Je parle ici de soutien intérieur pour l'agriculture, de subventions pour la pêche et d'autres domaines et même si les accords commerciaux régionaux et bilatéraux peuvent aller plus loin que l'OMC, ils n'abordent pas ces questions, donc elles sont laissées en suspens sans beaucoup d'action multilatérale. Cela crée de l'irritation, et les intérêts d'un grand nombre de pays, en particulier les plus pauvres, sont négligés alors que le reste du monde essaie de résoudre les

questions de son agenda et d'obtenir une meilleure coopération internationale sur une base bilatérale, créant ainsi un système à couches multiples, ce qui n'est pas sain politiquement parlant.

Par conséquent, il est assez clair que nous avons besoin de plus de règles de coopération internationale, et de meilleures règles, mais là, nous arrivons à la question politique d'où trouver l'énergie pour faire tout cela, d'où viendra le leadership, et un panel précédent a utilisé le mot « retranchement » des États-Unis. Voici un concept équivalent : traditionnellement, on regarde du côté des États-Unis en matière de leadership, et de nos jours, ce leadership n'existe quasiment plus dans le monde du commerce, et il ne vient pas non plus d'Europe. Nous sommes donc confrontés à une absence de vision pour savoir ce que le champ des relations économiques internationales dans le domaine du commerce sera dans les 10 ou 15 ans à venir. C'est ce qui nous manque aujourd'hui, et d'un point de vue politique, c'est inquiétant.

Patrick Messerlin, professeur d'économie et directeur du Groupe d'économie mondiale (GEM) à Sciences Po Paris

You added two extremely important points, the first being that very old issues are still there, unresolved. We tried hard to lobby against the farm subsidies, but very little has been achieved. It is the same situation with fisheries. Small lobbies are still extremely powerful. And when you design a bilateral trade agreement it can be even worse, with trade negotiators "exchanging" quotas, freezing the whole situation for ever.

The second point is the lack of leadership. Let me give a figure. President Reagan got 90% of the electoral votes for his second term. As a result, if a tiny vested interest came to the White House and wanted some subsidies or opposed some tariff cut, President Reagan could resist, based on his substantial majority. By contrast, President G.W Bush got 50% of the vote. As a result, a tiny vested interest could upset his free trade instincts. This situation prevails in many democracies. The question is whether our domestic or national constitutions are up to the task, and whether we should not review them. Such problems are very important for the future of the trade system.